

# MONITEUR BELGE

JOURNAL OFFICIEL



STAATSBLAD

Prix de l'abonnement:  
 Pour la Belgique..... 26 fr. par an; 13 fr. 50 pour 6 mois; 7 fr. pour 3 mois.  
 Pour l'étranger (Union postale) 55 fr. — 27 fr. 50 — 13 fr. 75 —  
 Prix du numéro, 10 c. la feuille, port en sus, } L'abonnement doit être souscrit  
 — des annonces, 50 c. la ligne ordinaire. } directement au bureau des postes.

Prijs van het abonnement:  
 Voor België..... 26 fr. per jaar; 13 fr. 50 per 6 maand.; 7 fr. per 3 maand.  
 Voor het buitenl. (Postverb.) 55 fr. — 27 fr. 50 — 13 fr. 75 —  
 Prijs per nummer, 10 centemen het vel, frankerprijs } Het abonnement moet  
 niet inbegrepen. } rechtstreeks op het post-  
 Prijs van de aankondigingen, 50 cent, de gewone regel. } kantoor worden genomen.

61<sup>e</sup> ANNÉE.

N. 215-216.

61<sup>e</sup> JAARGANG.

LUNDI, 3 ET MARDI, 4 AOUT 1891.

MAANDAG, 3 EN DINSDAG, 4 AUGUSTUS 1891.

## LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

### WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGEERING.

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

#### Loi revisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer (1).

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui  
suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>.

##### MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER ET A LA SURETÉ DE LEUR EXPLOITATION.

Art. 1<sup>er</sup>. Les chemins de fer sont classés dans la grande voirie. Les places de stationnement et les chemins d'accès, créés pour aboutir aux stations sont classés dans la petite voirie, sauf les exceptions à déterminer par arrêté royal.

Art. 2. Les arbres ne peuvent, le long du chemin de fer, être maintenus à une hauteur plus grande que la distance entre le pied de l'arbre et le franc-bord d'chemin de fer. Toutefois, quand le chemin de fer est établi en remblai, cette distance est calculée entre le pied de l'arbre et l'arête supérieure du remblai.

En aucun cas, les arbres à haute tige ne peuvent être plantés, sans autorisation du gouvernement, à moins de 6 mètres du franc-bord du

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.  
Session de 1888-1889.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, Séance du 4 juin 1889 : p. 175-177. — Rapport. Séance du 10 juillet : p. 177-178.  
Session de 1890-1891.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 4 décembre 1890 : p. 143-144 ; et 5 décembre : p. 145-144. — Second vote.

Documents parlementaires. — Amendements du gouvernement, Séance du 3 février 1891 : p. 83-86.

Annales parlementaires. — Continuation de la discussion. Séances des 12 février 1891 : p. 402-406 ; et 13 février : p. 408-411. — Adoption, Séance du 13 février : p. 412.

SÉNAT.

Session de 1890-1891.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 25 février 1891 : p. 76.  
— Discussion et adoption. Séance du 25 février : p. 87-90.

chemin de fer. La distance sera, au minimum, de 20 mètres à l'intérieur des courbes de 500 mètres de rayon ou d'un rayon moindre.

Par franc-bord, il faut entendre l'arête supérieure du déblai, l'arête inférieure du remblai ou une ligne tracée à 1<sup>m</sup>50 du rail extérieur lorsque le chemin de fer est au niveau des terrains voisins et, dans les stations, à 1<sup>m</sup>50 du rail extérieur de la dernière voie parcourue par les trains ou les locomotives.

Pour la détermination du franc-bord, il faut considérer comme exécutés tous les travaux prévus pour la construction et l'exploitation dans des conditions définitives d'un nouveau chemin de fer, ou pour la modification d'un chemin de fer existant.

Art. 3. Il est interdit d'ériger, sans autorisation du gouvernement, à moins de 2<sup>m</sup>50 du franc-bord du chemin de fer, des constructions ou bâtisses dont la hauteur dépasse le niveau des rails. La distance est portée à 8 mètres à l'intérieur des courbes de 500 mètres de rayon ou d'un rayon moindre.

Dans les localités où le chemin de fer est en remblai ou de niveau, il est interdit aux riverains de former, sans autorisation du gouvernement, des amas ou dépôts de matières quelconques, à une distance du franc-bord moindre que la hauteur du dépôt au-dessus du niveau des rails.

Dans les autres localités, il faut l'autorisation du gouvernement lorsque la hauteur du dépôt excède la moitié de la distance existant entre le pied du dépôt et le franc-bord du chemin de fer.

Art. 4. Le gouvernement peut ordonner la suppression totale ou partielle des constructions et des dépôts menaçant ruine et l'abatage des arbres dont la chute est imminente, existant dans une zone de 20 mètres, mesurée du franc-bord, et qui mettraient en péril la sécurité des trains.

Les propriétaires sont tenus d'obtempérer à cet ordre. A défaut par eux de faire les travaux prescrits, dans le délai déterminé, il y est procédé d'office et à leurs frais.

Le remboursement des dépenses faites sera poursuivi comme en matière domaniale, sur simple état dressé par le fonctionnaire qui aura pris les mesures d'exécution.

Art. 5. Il est défendu d'ouvrir ou d'exploiter, sans autorisation du gouvernement, des minières (y compris les tourbières) et des carrières (y compris les sablières et les phosphatières), soit à ciel ouvert, soit souterraines, ou d'effectuer des travaux de recherches de mines, le long des chemins de fer, dans la distance de 20 mètres du franc-bord.

Dans les localités où le chemin de fer se trouve en remblai de plus de 5 mètres sur le terrain naturel, les riverains ne peuvent, sans autorisation du gouvernement, pratiquer d'autres excavations dans une zone égale, en profondeur, à la hauteur verticale du remblai et mesurée à partir du pied du remblai.

Art. 6. Il est défendu, dans la zone de 20 mètres mesurée du franc-bord, soit d'établir des toitures de chaume ou autres matières inflammables, soit d'établir des meules de grains ou dépôts de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts momentanés de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

Il est défendu d'établir, sans autorisation du gouvernement, des dépôts de matières combustibles dans la zone de 20 mètres mesurée du franc-bord,

Aucune indemnité ne pourra être réclamée à raison des dépôts de matières combustibles établis dans cette zone, même avec autorisation, et qui viendraient à être incendiés par le feu des locomotives.

Art. 7. Toute infraction aux articles 2, 3, 5 et 6, ainsi qu'aux autorisations accordées en vertu de ces articles, sera punie d'une amende de 26 à 200 francs.

Les délinquants seront, en outre, condamnés, sur la réquisition du ministère public, à supprimer, dans un délai à déterminer par le jugement, les plantations, dépôts ou ouvrages quelconques illicitement établis.

A l'expiration du délai fixé par le jugement, le gouvernement fera procéder d'office, s'il y échet, à la suppression des ouvrages illicites, aux frais du délinquant; ce dernier sera contraint au remboursement de la dépense comme en matière domaniale, sur simple état dressé par le fonctionnaire qui aura pris les mesures d'exécution.

Art. 8. Le gouvernement pourra, lorsque la sécurité des trains ou la conservation des chemins de fer lui paraîtra l'exiger, faire supprimer, moyennant indemnité préalable, à fixer de gré à gré ou par justice, les plantations, bâtisses, constructions, excavations ou dépôts existant légalement.

Art. 9. Les servitudes imposées par la présente loi prennent naissance à la date du dépôt, dans la commune, du plan des terrains à acquérir pour la construction d'un nouveau chemin de fer ou pour la modification d'un chemin de fer existant.

## TITRE II.

### DES OFFICIERS ET DES AGENTS DE LA POLICE DES CHEMINS DE FER.

Art. 10. Les fonctions soit de gardes voyers, soit d'inspecteurs de police, soit d'inspecteurs en chef de police, pourront être conférées par arrêté royal à certains agents des administrations des chemins de fer.

Les arrêtés royaux de délégation fixeront le lieu de la résidence des agents, et désigneront les gardes voyers et les inspecteurs ordinaires qui seront subordonnés à chaque inspecteur en chef.

Art. 11. Les gardes voyers, les inspecteurs et les inspecteurs en chef prêteront, devant le tribunal de première instance de l'arrondissement de leur résidence, le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me sont confiées. »

Néanmoins, leurs pouvoirs ne sont pas circonscrits dans l'arrondissement de ce tribunal.

En cas de changement de résidence, l'acte de prestation de serment sera transcrit et visé au greffe du tribunal de première instance auquel ressortit le lieu de la nouvelle résidence.

Art. 12. Les gardes voyers, inspecteurs et inspecteurs en chef rechercheront et constateront, par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, dans toute l'étendue des chemins de fer, dans les stations et leurs dépendances, ainsi que dans les zones déterminées par les articles 2, 3, 5 et 6 de la présente loi, tous les délits et toutes les contraventions en matière de voirie et toutes les infractions aux lois et règlements concernant les chemins de fer, leur exploitation et leur police.

Dans les communes flamandes du royaume, les procès-verbaux, seront rédigés conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1889.

Art. 13. Ils affirmeront, dans les trois jours, leurs procès-verbaux par-devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le bourgmestre ou l'un des échevins, soit du canton ou de la commune de leur résidence, soit du canton ou de la commune où l'infraction a été commise ou constatée.

A défaut d'affirmation, les procès-verbaux ne feront pas foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 14. Les gardes voyers et les inspecteurs remettront les procès-verbaux qu'ils auront dressés à l'inspecteur en chef, dans les vingt-quatre heures de l'affirmation.

Les procès-verbaux seront transmis, dans les trois jours, à l'officier chargé des fonctions du ministère public près le tribunal de police, ou au procureur du roi, suivant qu'il s'agit d'une simple contravention ou d'un délit.

L'officier qui aura reçu l'affirmation sera tenu d'en donner avis, dans la huitaine, au procureur du roi.

Art. 15. Les inspecteurs et inspecteurs en chef sont officiers de police judiciaire.

Ils rechercheront les crimes et les délits dans toute l'étendue des voies ferrées, des stations et de leurs dépendances, dans une zone de 500 mètres de chaque côté.

Ils auront, pour la recherche de ces crimes et de ces délits, concurrence et même prévention à l'égard de tous les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du roi et du juge d'instruction.

Art. 16. La présente loi n'est pas applicable : 1° aux chemins de fer vicinaux; 2° aux tramways; 3° aux raccordements industriels; 4° aux communications établies dans l'intérêt d'une exploitation de mines conformément à la loi du 2 mai 1837; 5° aux chemins de fer exclusivement militaires destinés à assurer les communications entre les ouvrages d'une position défensive.

Toutefois, les dispositions du titre II sont applicables aux chemins de fer vicinaux.

Art. 17. La loi du 15 avril 1843 (*Bulletin officiel*, n° XXIX) est abrogée.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la voie du *Moniteur*.

Donné à Ostende, le 25 juillet 1891.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la justice,

JULES LE JEUNE.

Le Ministre des chemins de fer,

postes et télégraphes,

J. VANDENPEEREBOOM.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la justice,

JULES LE JEUNE.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Considérant qu'il importe de déterminer les limites des places de stationnement et des chemins d'accès créés pour aboutir aux stations du chemin de fer de l'Etat;

Considérant que ces places de stationnement et chemins d'accès sont des dépendances de la voie ferrée;

Vu les lois du 1<sup>er</sup> mai 1834, du 12 avril 1835, du 31 mai 1838 et du 15 avril 1843, qui confèrent au gouvernement un droit de police et de direction exclusif sur les chemins de fer et leurs dépendances;

Vu les décrets des 22 décembre 1789, section 3, articles 2 et 6; des 6-11 septembre 1790, article 6; et des 7-14 octobre 1790, article 1<sup>er</sup>;

Vu les plans présentés par Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes, sous la date du 25 juillet 1891, indiquant les limites des places de stationnement et des chemins d'accès créés pour aboutir aux stations du chemin de fer de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les limites des places de stationnement et des chemins d'accès créés pour aboutir aux stations du chemin de fer de l'Etat, dont l'énumération suit, sont déterminées conformément aux indications des plans ci-annexés, savoir :

*Groupe de Bruxelles (Nord)* : Assche, Baelen-sur-Nèthe, Baesrode (Sud), Berchem-Sainte-Agathe, Bodeghem-Saint-Martin, Boortmeerbeek, Bourg-Léopold, Bruxelles (rue des Palais), Buggenhout, Cortenberg, Dender-

Jeeuw, Deurne lez-Diest, Dieghem, Dilbeek, Epeghem, Erembodegem, Erpe-Meire, Geet-Betz, Haecht, Haelen lez-Diest, Haeren (Nord), Heppen, Héver, Hougaerde, Huppaye, Jesseren, Jodoigne, Léau, Lebbeke, Looz, Lumay, Malines, Merchtem, Moorsel, Neerlinter, Oostham, Opwyck, Ordange, Pirange, Saventhem, Tessenderloo, Tongres, Velthem, Vertryck, Weerde, Wespelaer, Wygmael.

*Groupe de Liège* : Ans, Aubel, Avennes, Avernois, Aywaille, Barvaux, Battice, Beyne, Bomal, Braives, Chainex, Chaudfontaine, Clavier, Dison, Dolhain, Emptinne, Esmael, Fallais, Fexhe-le-Haut-Clocher, Fléron, Francorchamps, Froidthier, Gouvy, Grandhalleux, Hamoir, Hainois-en-Condroz, Hannut, Haut-Pré, Havelange, Henri-Chapelle, Herve, Huc-corgne, Huy (Sud), La Gleize, La Reid, Les Avins-en-Condroz, Liotte, Martin-Rive, Melreux, Micheroux, Moha, Montzen-Morésnet, Pepinster, Quarreux, Régissa, Remouchamps, Rivage, Roanne-Coo, Rosoux-Goyer, Sart-lez-Spa, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Trooz, Verviers (Est), Vielsalm, Wamont.

*Groupe de Gand* : Baelegem (Sud), Boesjnghe, Boucle-Saint-Denis-Nederzwalm, Bruges (Station), Burst, Cortemarck, Deynze, Dixmude, Eecke-Nazareth, Eyne, Gammerages, Gavere, Gentbrugge (Nord), Gentbrugge (Sud), Gontrode, Grammont, Hacltert, Hansbeke, Herzele, Le Touquet, Lierde-Sainte-Marie, Meirelbeke, Melle, Moore, Moortzeele, Nieuport (Bains), Nieuport (Ville), Olsene, Oostroosebeke, Pervyse, Pitthem; Poelcapelle, Scheldewindeke, Staden, Syngem, Tronchiennes, Waereghem, Warneton.

*Groupe de Tournai* : Allain, Anvaing, Ath, Avelghem, Basècles (station), Bassilly, Boleil, Berchem lez-Audenarde, Bierghes, Blandain, Bléharies, Brugellette, Callenelle, Celles-Escanaffles, Chapelle-à-Wattinnes, Chercq, Dottignies-Saint-Léger, Ellezelles, Enghien, Flobecq, Frasnes lez-Buis-senal, Ghislenghien, Grandglise, Harchies, Hérisnes-Warcoing, Hollain, Isières, Kain, Ladeuze, Lahamaide, Lens, Lessines, Leupègem, Leuze, Ligne, Marcq, Maubray, Melden, Moen-Heestert, Nederbrakel, Ogy, Oill-gnies, Ormeignies, Pecq, Pottes, Rebaix, Renaix, Rumes, Ruyen, Saintes, Saint-Genois-Helchin, Staceghem, Stambruges, Sweveghem, Vaulx, Ville-Pommerœul, Willemeau.

*Groupe de Mons* : Audregnies, Baudour, Chièvres, Cuesmes (Etat), Dour, Elouges, Estinnes, Harmignies, Hyon-Ciply, Monsville, Neuf-villes, Pâturages, Roisin-Autrepe, Soignies, Vaudignies-Neufmaison, Wasmes.

*Groupe de Bruxelles (Midi)* : Baulers (Baulers), Baulers (Nivelles), Bous-val, Braine-l'Alleud, Braine-le-Comte, Buysinghen, Clabecq, Careghem, Ecaussinnes (Nord), Ecaussinnes (Sud), Familleureux, Feluy-Arquennes, Gilly (Sart-Allet), Godarville, Gosselies (Courcelles), Gosselies (ville), Hennuyères, Jumet (Brûlotte), Lembecq lez-Hal, Lillois, Luttre, Marche-lez-Ecaussinnes, Marchienne-au-Pont, Marchienne (Est), Nivelles (Nord), Obaix-Buzet, Rhode-Sainte-Génèse, Ronquières, Ruysbroeck, Senefte, Tubize, Uccle-Calevoet, Uccle-Stalle, Viesville, Virginal, Waterloo, Wauthier-Braine.

*Groupe de Binche* : Anderlues, Bascoup, Beaumont, Binche, Bois-du-Luc, Bonne-Espérance, Bracquengnies, Buvrines, Courcelles (Centre), Faurœulx, Froidchapelle, Grand-Reng, La Croÿère, Leval, Merbes-Sainte-Marie, Naast, Nimy, Obourg, Peissant, Piéton, Rance, Roculx, Sivry, Solre-Saint-Géry, Strée, Thuillies, Thuin (Ouest).

*Groupe de Namur* : Biesme, Chassart, Chastre, Châtelineau-Châtelet, Cognelée, Couillet, Falaën, Fosse, Frasnes lez-Gosselies, Gembloux, Goegnies, La Hulpe, Lambusart, Le Campinaire, Ligny (Sud), Marcinelle (Haies), Mazy, Mettet, Mont-Saint-Guibert, Moustier, Naninne, Natoye, Noville-Taviers, Onoz-Spy, Perwez, Petit-Rosière, Rèves, Rixensart, Saint-Denis-Bovesse, Saint-Gérard, Sombrefte, Tamines, Tervueren, Warnant, Woluwe.

*Groupe d'Arlon* : Arlon, Autelbas, Aye, Bastogne (Sud), Bellefontaine, Benonchamps, Bernimont, Bertrix, Bourcy, Eprave, Ethe, Florenville, Forrières, Fouches, Gedinne, Graide, Habay, Halanzy, Hatrival, Haversin, Izel, Lamorteau, Lavaux, Leignon, Libramont, Limerlé, Marbehân, Marloie, Meix-devant-Virton, Mellier, Messancy, Morhet, Ofagne, Paliseul, Poix-Saint-Hubert, Rochefort, Rossart, Ructte, Sainte-Marie, Saint-Médard, Sibret, Signeulx, Straimont, Tavigny, Villers-sur-Lesse, Virton, Virton-Saint-Mard, Wanlin, Wideumont.

*Groupe d'Anvers* : Assenede, Baesrode (Nord), Bassevelde, Boom, Bouchaute, Caprycke, Contich (Est), Contich (Ouest), Duffel, Esschen, Exaerde, Hemixem, Hoboken, Lede, Lembeke lez-Ecloo, Moerbeke, Niel, Quatrecht, Reeth, Saint-Amand lez-Puers, Sauvègarde, Schoonaerde,

Stekene, Thir <sup>(Omaet)</sup> leux-Dieu, Wachtebeke, Wavre-Sainte-Cathe-rine, Wilryck, Zelè.

Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Moniteur*.

Donné à Ostende, le 25 juillet 1891.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des chemins de fer,  
postes et télégraphes.  
J. VANDENPEERBOOM.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 juillet 1891 sur la police des che-mins de fer, ainsi conçu :

« Les chemins de fer sont classés dans la grande voirie.

« Les places de stationnement et les chemins d'accès créés pour aboutir aux stations sont classés dans la petite voirie, sauf les exceptions à déterminer par arrêté royal. »

Voulant, en ce qui concerne le chemin de fer de l'Etat, déter-miner les places de stationnement et les chemins d'accès aux stations qu'il convient de maintenir provisoirement parmi les dépendances de ce chemin de fer ;

Sur la proposition de Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. Les places de stationnement et les chemins d'accès aux stations dont l'énumération suit, continueront, à titre provisoire et jusqu'à décision ultérieure, à faire partie du domaine du chemin de fer de l'Etat dont ils dépendent, savoir :

Acren, Adinkerke, Amougies, Angleur, Anseghem, Antoing, Anvers (Dam), Ardoye-Coolscamp, Assesse, Athus, Audenarde, Avelaels, Barry-Maulde, Barse, Basècles (Carrières), Bellem, Berchem (Anvers), Bernissart, Bierset-Awans, Blaton, Bleyberg, Bloemendael, Boitsfort, Borgerhout, Bousou (Haine), Bouwel, Brages-Bellinghen, Bruxelles (Ouest), Bruxelles (rue Rogier), Calmpthout, Capelle-au-Bois, Cappellen, Carnières, Chênée, Ciney, Comblain-la-Tour, Corbeek-Loo, Courrière, Croix-Rouge, Cron-festu, Cumplich, Dampremy, Deerlyck, Denée-Maredsous, Desselghem, Deurle, Dudzele, Eeckeren, Eename, Eerneghem, Eessen, Eghezée, Ensival, Ermeton-Furnaux, Erwetegem, Esneux, Espierres, Esschene-Lombeek, Etichove, Etterbeek, Falisolle, Farciennes, Flawinne, Floreffe, Fontaine-l'Evêque, Forchies, Forest (Midi), Franière, Furnes, Gand (Sud), Genappe, Ghlin, Ginkelom, Gouy lez-Piéton, Grand-Leez, Grandmetz, Grembergen, Groenendael, Grupont, Hal, Hamendes, Handzaeme, Harle-beke, Hayinnes, Havré-Ville, Herent, Hérenthals, Hérisnes lez-Enghien, Herseaux, Heyst, Hombèck, Ichteghem, Idégem, Jabbeke, Jauche, Jurbise, Jusleville, Landegem, Landen, Langemarck, La Pinte, Lauwe, Leuze-Longchamps, Le Vieux-Campinaire, Lichtaert, Liège (Jonfosse), Lincent, Linkebeek, Lisseweghe, Lodelinsart (Ouest), Londerzeel (Est), Londerzee (Ouest), Longlier, Loth, Machelen, Maffle, Malderen, Manage, Marche, Mariemont, Masnuy-Saint-Pierre, Mevergnies-Attre, Modave, Mons, Néchin, Nessonvaux-Fraipont, Nivelles (Est), Noirhat, Nylen, Okegem, Oostcamp, Oostkerke, Oplinter, Oppuers, Orp, Orroir, Ottignies, Ouden-burg, Pannenhuis, Petegem lez-Audenarde, Pont-à-Celles (Nord), Pont-à-Celles (Sud), Poulseur, Ramillies, Remicourt, Ressaix, Rhisnes, Rooborst, Roux, Saint-Denis-Westrem, Saint-Ghislain, Santbergen, Schendelbeke, Silly, Snaeskerke, Sterpenich, Thielen, Thulin, Tilff, Trazegnies, Turnhout, Vaux-sous-Chèvremont, Vedrin, Verviers, Viane, Vichte, Waremmè, Welkenraedt, Westroosebeke, Wichelen, Wielsbeke, Wynendaele, Zarren.

Art. 2. Les chemins créés exclusivement pour l'accès des cours aux marchandises restent provisoirement et jusqu'à décision ultérieure dans le domaine du chemin de fer de l'Etat.

Notre Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Moniteur*.

Donné à Ostende, le 23 juillet 1891.

LÉOPOLD.

Par le Roi :  
Le Ministre des chemins de fer,  
postes et télégraphes,  
J. VANDENPEEREBOOM.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSÉES.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir SALUT.

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi de ce jour, revisant celle du 15 avril 1843, sur la police des chemins de fer, ainsi conçu :

« Les chemins de fer sont classés dans la grande voirie. Les places de stationnement et les chemins d'accès créés pour aboutir aux stations sont classés dans la petite voirie, sauf les exceptions à déterminer par arrêté royal. »

Voulant, en ce qui concerne les chemins de fer concédés, déterminer les places de stationnement et les chemins d'accès aux stations qu'il convient de maintenir provisoirement parmi les dépendances de ces chemins de fer ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. Les places de stationnement et les chemins d'accès aux stations dont l'énumération suit continueront, à titre provisoire et jusqu'à décision ultérieure, à faire partie du domaine des chemins de fer dont ils dépendent, savoir :

1<sup>o</sup> *Chemins de fer exploités par l'administration du chemin de fer Grand-Central belge* : Cortenbosch, Alken et Lanaeken (ligne de Landen à Maestricht); Silenrieux (ligne de Charleroy à Vireux);

2<sup>o</sup> *Chemins de fer exploités par la compagnie du chemin de fer du Nord* : Sclaingneaux, Huy, Flémalle-Grande et Jemeppe (ligne de Namur à Liège); Quévy (ligne de Mons à Hautmont);

3<sup>o</sup> *Chemin de fer de la Flandre occidentale* : Lichtervelde, Roulers, Menin, Comines et Ypres (ligne de Bruges-Courtrai-Ypres); Thielt (ligne d'Ingelmunster à Deynze);

4<sup>o</sup> *Chemin de fer liégeois-limbourgeois* : Liège (Vivegnis); Herstal et Tongres (ligne de Liège à Hasselt); Wychmael et Neer-Pelt (ligne de Hasselt à Eindhoven);

5<sup>o</sup> *Chemin de fer de Gand à Bruges, par Eecloo* : Balgerhoek, Maldegem et Steenbrugge;

6<sup>o</sup> *Chemin de fer d'Anvers à Gand, par Saint-Nicolas* : Tête de Flandre, Beveren, Nieukerken, Beirvelde et Loochristy;

7<sup>o</sup> *Chemin de fer de Termonde à Saint-Nicolas* : Saint-Nicolas (ouest).

Art. 2. Notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 23 juillet 1891.

LÉOPOLD.

Par le Roi :  
Le Ministre de l'agriculture,  
de l'industrie et des travaux publics,  
LÉON DE BRUYN.

VERTALING.

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Wet houdende herziening der wet van 15 April 1843, op de politie der spoorwegen.

Wij, LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan alle tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgene volgt :

TITEL I.

MAATREGELEN BETREFFENDE HET BEHOUD VAN EN DEN VEILIGEN DIENST OP DE SPOORWEGEN.

Art. 1. De spoorwegen zijn ingedeeld in de groote wegenis. De standplaatsen en de wegen van toegang tot de statien zijn ingedeeld in de kleine wegenis, behalve de uitzonderingen te bepalen bij Koninklijk Besluit.

Art. 2. Langs den spoorweg mogen de boomen niet behouden worden op eene grootere hoogte dan den afstand tusschen den voet van den boom en den vrijen rand van den spoorweg. Wanneer echter de spoorweg op eene grondverhooging is aangelegd, wordt die afstand berekend tusschen den voet van den boom en den bovenrand der grondverhooging.

In geen geval, mogen, zonder toelating der Regeering, hoogstammige boomen geplant worden op minder dan 6 meters van den vrijen rand van den spoorweg. Binnen de bochten van 500 meters of minder straal, is die afstand minstens 20 meters.

Door vrijen rand is te verstaan de bovenrand der ingraving, de onderand der grondverhooging of eene lijn, getrokken op 1<sup>m</sup>50 der buitenspoorstaaf, wanneer de spoorweg gelijk ligt met de omliggende gronden, en in de statien op 1<sup>m</sup>50 der buitenspoorstaaf van de laatste baan bereeden door de treinen of locomotieven.

Voor de bepaling van den vrijen rand, zijn als uitgevoerd te beschouwen alle werken voorzien voor den aanleg en voor de bepaalde in dienststelling van een nieuwen spoorweg, of voor de wijziging van een bestaanden spoorweg.

Art. 3. Zonder machtiging van de Regeering is het verboden, op minder dan 2<sup>m</sup>50 van den vrijen rand van den spoorweg, gebouwen of werken op te trekken hooger dan tot het peil der spoorstaven. Binnen de bochten van 500 meters of minder straal, wordt die afstand vermeerderd tot 8 meters.

In de gemeenten waar de spoorweg op eene grondverhooging of gelijkgronds is aangelegd, is het den aangrenzenden verboden, zonder machtiging der Regeering, om 't even wat op te hoopen of te stapelen op eenen minderen afstand van den vrijen rand dan de hoop of stapel hoog is boven het peil der spoorstaven.

In de andere gemeenten is de machtiging der Regeering noodzakelijk wanneer de hoogte van den stapel, oover is dan de helft van den afstand tusschen den voet van den stapel, en den vrijen rand van den spoorweg.

Art. 4. Binnen eene ruimte van 20 meters, gemeten van den vrijen rand, mag de Regeering de algeheele of gedeeltelijke wegruiming bevelen van de bouwwerken en stapels die dreigen in te vallen, alsmede het vellen der boomen, die dreigen om te vallen en waardoor de veiligheid der treinen in gevaar zou zijn.

De eigenaars moeten dat bevel nakomen. Voeren zij de voorgeschreven werken niet uit binnen den bepaalden tijd, dan geschieden deze van ambtswege en op hunne kosten.

De betaling der gedane uitgaven wordt vervolgd als in zaken van Staatsgronden, enkel op eenen staat van rekening opgemaakt door den ambtenaar die de maatregelen van uitvoering heeft genomen.

Art. 5. Zonder machtiging der Regeering is het verboden langs de spoorwegen, binnen eenen afstand van 20 meters van den vrijen rand, mijnen (ook veenen) en steengroeven (ook zandputten en fosphaatmijnen) te openen of te ontginnen hetzij in de open lucht, hetzij ondergronds of werken tot het opsporen van mijnen uit te voeren.

In de gemeenten waar de spoorweg meer dan 3 meters boven den gewonen grond ligt, mogen de aangrenzenden zonder machtiging der

Regeering geene andere uithollingen doen binnen eene ruimte, die even diep is als de grondverhooging loodrecht hoog is, en gemeten wordt van den voet der grondverhooging.

Art. 6. Binnen de ruimte van 20 meters gemeten van den vrijen rand, is het verboden hetzij dakbedekkingen van stroo of van andere ontvlambare stoffen hetzij graanmijten of stapels ontplofbare stoffen te maken.

Tijdelijke oppers veldvruchten, die slechts gemaakt zijn voor den tijd van den oogst, vallen buiten dat verbod.

Zonder machtiging der Regeering, is het verboden brandbare stoffen te stapelen binnen eene ruimte van 20 meters gemeten van den vrijen rand. Geene schadeloosstelling kan worden gevorderd voor stapels brandbare stoffen welke binnen die ruimte, zelfs met machtiging, werden gemaakt en door het vuur der locomotieven in brand mochten raken.

Art. 7. Elke overtreding van artikelen 2, 3, 5 en 6, alsmede van de machtigingen verleend krachtens die artikelen, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 200 frank.

Daarenboven worden de overtreders, op vordering van het openbaar ministerie, veroordeeld tot het wegruimen, binnen eenen bij het vonnis te bepalen termijn, van alle onwettig aangelegde beplantingen, stapels of werken, hoe ook genaamd.

Bij het vervallen van den termijn, bepaald bij het vonnis, doet de Regeering, desgevorderd, de onwettig bestaande werken van ambtswege wegruimen op de kosten van den overtreder; deze is verplicht tot de betaling der uitgave, als in zaken van Staatsgronden, enkel op eenen staat van rekening opgemaakt door den ambtenaar die de maatregelen van uitvoering heeft genomen.

Art. 8. Wanneer de Regeering het voor de veiligheid der treinen of het behoud der spoorwegen noodzakelijk acht, mag ze de wettig bestaande beplantingen, gebouwen, bouwwerken, uithollingen of stapels doen wegruimen mits voorafgaande schadeloosstelling in der minne of door den rechter te bepalen.

Art. 9. De dienstbaarheden, opgelegd door deze wet, nemen aanvang op den dag der nederlegging in de gemeente van het plan der te naasten gronden voor den aanleg van eenen nieuwen spoorweg of voor de wijziging van een bestaanden spoorweg.

## TITEL II.

### AMBTENAREN EN BEDIENDEN DER SPOORWEGPOLITIE.

Art. 10. Het ambt, hetzij van wegeniswachter, hetzij van politieopziener, hetzij van politie-hoofdopziener, kan bij Koninklijk Besluit worden toegekend aan sommige bedienden der spoorwegbeheeren.

De Koninklijke Besluiten van benoeming bepalen de verblijfplaats der bedienden en geven de wegeniswachters en gewone opzieners op, die onder het gezag van elken hoofdopziener staan.

Art. 11. De wegeniswachters, opzieners en hoofdopzieners leggen, vóór de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement hunner verblijfplaats, den volgenden eed af:

« Ik zweer getrouwheid aan den Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk en het mij toegekend ambt trouw waar te nemen. »

Niettemin reikt hunne bevoegdheid ook buiten het arrondissement dier rechtbank.

Bij verandering van verblijfplaats, wordt de akte van eedaflegging overgeschreven en voor gezien geteekend ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg waartoe de nieuwe verblijfplaats behoort.

Art. 12. De wegeniswachters, opzieners en hoofdopzieners sporen op en stellen vast bij processen-verbaal, die tot tegenbewijs getuigen, binnen de geheele uitgestrektheid der spoorwegen, in de statiën en hunne aanhoorigheden, alsmede binnen de ruimten bepaald bij artikelen 2, 3, 5 en 6 dezer wet, alle misdrijven en alle overtredingen in zake wegenis en alle inbreuken op de wetten en reglementen betreffende de spoorwegen, den dienst en de politie der spoorwegen.

In de Vlaamsche gemeenten van het rijk, worden de processen-verbaal opgemaakt overeenkomstig de bepalingen der wet van 5 Mei 1889.

Art. 13. Binnen drie dagen bevestigen zij hunne processen-verbaal vóór den vrederechter of een zijner plaatsvervangers, of vóór den burgemeester of eenen der schepenen, hetzij van het kanton of van de gemeente

hunner verblijfplaats, hetzij van het kanton of van de gemeente waar de inbreuk werd begaan of vastgesteld.

Niet-bevestigde processen-verbaal getuigen niet tot tegenbewijs.

Art. 14. De wegeniswachters en de opzieners overhandigen de processen-verbaal, die zij hebben opgemaakt, aan den hoofdopziener binnen vier en twintig uren na de bevestiging.

De processen-verbaal worden binnen drie dagen overgemaakt aan den ambtenaar, belast met het ambt van het openbaar ministerie bij de rechtbank van politie voor eene eenvoudige overtreding, of aan den Procureur des Konings voor een wanbedrijf.

De ambtenaar, die de bevestiging heeft ontvangen, is verplicht daarvan, binnen acht dagen, kennis te geven aan den Procureur des Konings.

Art. 15. De opzieners en hoofdopzieners zijn ambtenaren der rechterlijke politie.

In de geheele uitgestrektheid der spoorwegen, der statiën en hunner aanhoorigheden binnen eene ruimte van 500 meters aan weerszijden, sporen zij de misdaden en wanbedrijven op.

Voor het opsporen dier misdaden en wanbedrijven hebben zij dezelfde bevoegdheid, zelfs voorrang op al de andere ambtenaren der rechterlijke politie, behalve den Procureur des Konings en den onderzoeksrechter.

Art. 16. Deze wet is niet van toepassing: 1° op de buurtspoorwegen; 2° op tramwegen; 3° op verbindingssporen naar nijverheidsgestichten; 4° op gemeenschapsmiddelen aangelegd ten behoeve eener mijnontginning, overeenkomstig de wet van 2 Mei 1857; 5° op spoorwegen die uitsluitend krijgsspoorwegen zijn en bestemd tot het verzekeren der gemeenschap tusschen de werken eener verdedigende stelling.

De bepalingen van titel II zijn echter van toepassing op de buurtspoorwegen.

Art. 17. De wet van 15 April 1845 (*Bulletin officiel*, n° XXXIX) is vervallen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel worde gezegeld en in het *Staatsblad* geplaatst.

Gegeven te Oostende, op 25 Juli 1891.

LEOPOLD.

Namens den Koning:

De Minister van justitie,  
JULES LE JEUNE.

De Minister van spoorwegen,  
posterijen en telegraphen,  
J. VANDENPEEREBOOM.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld:  
De Minister van justitie,  
JULES LE JEUNE.

Wij, LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan alle tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Overwegende dat het noodig is de grenzen te bepalen van de standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën van den spoorweg;

Overwegende dat die standplaatsen en wegen van toegang aanhoorigheden zijn van den spoorweg;

Gelet op de wetten van 1 Mei 1834, 12 April 1835, 31 Mei 1838 en 15 April 1843, die aan de Regeering een uitsluitend recht van politie en bestuur over de spoorwegen en hunne aanhoorigheden toekennen;

Gelet op de besluiten van 22 December 1789, afdeling 3, artikels 2 en 6, van 6-11 September 1790, artikel 6, en van 7-14 October 1790, artikel 1;

Gezien de plans voorgelegd door Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegraphen, onder dagteekening van 25 Juli 1891, aanwijzende de grenzen der standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën van den Staatsspoorweg;

Op voordracht van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

Hebben goedgevonden en verstaan :

Eenig artikel. De grenzen van de standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën van den Staatsspoorweg, waarvan opgave volgt, te bepalen overeenkomstig de aanwijzingen van bijgaande plans, te weten :

*Groep Brussel (Noord)* : Assche, Balen-aan-Nethe, Baasrode (Zuid), Boortmeerbeek, Borgloon, Brussel (Paleizenstraat), Buggenhout, Cortenberg, Denderleeuw, Deurne-bij-Diest, Diegem, Dilbeek, Eppegem, Erembodegem, Erpe-Meire, Geet-Betz, Geldenaken, Haacht, Halen-bij-Diest, Haren (Noord), Heppen, Hever, Hoegaarde, Huppaye, Jesseren, Lebbeke, Leopoldsburg, Lummen, Mechelen, Merchtem, Moorsel, Neerlinter, Oostham, Opwijk, Ordingen, Pitingen, Saventhem, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Martens-Bodegem, Tessenderloo, Tongeren, Velthem, Vertrijk, Weerde, Wespelaar, Wijgmaal, Zout-Leeuw.

*Groep Luik* : Ans, Aubel, Avennes, Avernas, Aywaille, Barvaux, Battice, Beyne, Bomal, Braives, Chainex, Chaudfontaine, Clavier, Dison, Dolhain, Dreibrücken, Emptinne, Esemaal, Fallais, Fexhe-le-Haut-Clocher, Fléron, Francorchamps, Froidthier, Gouvy, Grand-Halleux, Hamoir, Hamoir-en-Condroz, Hannut, Haut-Pré, Havelingen, Henri-Chapelle, Herve, Hoei (Zuid), Huccorgne, La Gleize, La Reid, Les Avins-en-Condroz, Liotte, Martin-Rive, Melreux, Micheroux, Moha, Montzen-Moresnet, Pepinster, Quarreux, Régissa, Remouchamps, Rivage, Roanne-Coo, Roost-Jeuk, Sart lez-Spa, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trooz, Verviers (Oost), Vielsalm, Wamont.

*Groep Gent* : Balegem (Zuid), Boesinge, Brugge (Statie), Burst, Cortemark, Deinze, Diksmuide, Drongen, Eeke-Nazareth, Eine, Galmaarde, Gavere, Geeraardsbergen, Gentbrugge (Noord), Gentbrugge (Zuid), Gontede, Haaltert, Hansbeke, Herzele, Le Touquet, Maria-Lierde, Meirelbeke, Me, Moere, Moortzele, Nieuwpoort (Bad), Nieuwpoort (Stad), Olsene, Ost-Rozebeke, Pervijse, Pitthem, Poelkapelle, Scheldewindeke, Sint-Nijs-Boekel-Nederzwalm, Staden, Sijngem, Waasten, Waregem.

*Groep Doornijk* : Allain, Arwauing, Ath, Avelgem, Basècles (Statie), Bily, Belœil, Barchem bij-Oudenaarde, Bierk, Blandain, Bléharies, Bogaette, Callenelle, Celles-Schalafie, Chapelle-à-Wattines, Chereq, Oignies-Saint-Léger, Edingen, Ellezelles, Flocsberg, Frasnes-lez-Buisson, Ghislenghien, Grandglise, Harchies, Herne-Warcoing, Hollain, Isières, Kain, Ladeuze, Lahamaide, Lens, Lessen, Leupegem, Leuze, Ligne, Mareq, Maubray, Melden, Moen-Heestert, Nederbrakel, Ogy, Ollignies, Ormeignies, Pecq, Pottes, Rebaix, Ronse, Rumes, Ruijsh, Sint-Renelde, Sint-Denijs-Helkijn, Stacegem, Stanbruges, Swevegem, Vaulx, Ville-Pommerœul, Willemeau.

*Groep Bergen* : Audregnies, Baudour, Chièvres, Cuesmes (Staat), Dour, Elouges, Estinnes, Harmignies, Hyon-Ciply, Monsville, Neufvilles, Pâturages, Roisin-Autreppes, Vaudignies-Neufmaison, Wasmes, Zinik.

*Groep Brussel (Zuid)* : Baulers (Baulers), Baulers (Nijvel), Bousval, Buisingen, Clabecq, Curegem, Ecaussines (Noord), Ecaussines (Zuid), Eigen-Brakel, Familleureux, Feluy-Arquennes, Gilly (Sart-Allet), 's Graven-Brakel, Godarville, Gosselies (Courcelles), Gosselies (Stad), Hennuyères, Jumet, (Brúlotte), Lembeek-bij-Halle, Lillois, Luttre, Marche-lez-Ecaussines, Marchienne-au-Pont, Marchienne (Oost), Nijvel (Noord), Obaix-Buzet, Ronquières, Ruisbroek, Seneffe, Sint-Genesius-Rhode, Tweebeeck, Ukkel-Calevoet, Ukkel-Stalle, Viesville, Virginal, Waterloo, Wouter-Brakel.

*Groep Binche* : Anderlues, Bascoup, Beaumont, Binche, Bois-du-Luc, Bonne-Espérance, Bracquignies, Buvrines, Courcelles (Centre), Fauroux, Froidchapelle, Grand-Reng, La Croyère, Leval, Merbes-Sainte-Marie, Naast, Nimy, Obourg, Peissant, Piéton, Rance, Rœulx, Sivry, Solre-Sint-Géry, Strée, Thuillies, Thuin (West).

*Groep Namen* : Biesme, Chassart, Chastre, Châtelineau-Châtelet, Cognelée, Couillet, Falaën, Fosse, Frasnes-lez-Gosselies, Gembloers, Goegnies, Lambusart, Le Campinaire, Ligny (Zuid), Marcinelle (Haies), Mazy, Mettet, Mont-Saint-Guibert, Moustier, Naninne, Natoye, Noville-Taviers, Onoz-Spy, Perwez, Petit-Rosière, Rèves, Rixensart, Sint-Denijs-Bovesse, Sint-Gérard, Sombreffe, Tamines, Ter Hulpden, Tervuren, Warnant, Woluwe.

*Groep Aarlen* : Aarlen, Aye, Bastenaken (Zuid), Bellefontaine, Benonchamps, Bernimont, Bertrix, Bourcy, Eprave, Elthe, Florenville, Farrières, Fouches, Gedinne, Graide, Habay, Hatrival, Haversin, Holdang, Izel,

Lamorteau, Lavaux, Leignon, Libramont, Limerlé, Marbehan, Marloie, Meix-devant-Virton, Mellier, Metzif, Morhet, Neder-Elter, Offagne, Pali-seul, Poix-Saint-Hubert, Rochefort, Rossart, Sainte-Marie, Saint-Médard, Sibret, Signeulx, Straimont, Tavnigny, Villers-sur-Lesse, Virton, Virton-Saint-Mard, Wanlin, Wideumont.

*Groep Antwerpen* : Assenede, Baasrode (Noord), Bassevelde, Boom, Bouchaute, Contich (Oost), Contich (West), Duffel, Esschen, Exaarde, Hemixem, Hoboken, Kaprijk, Lede, Lembeke-bij-Eekloo, Moerbeke, Niel, Oude God, Quatrecht, Reeth, Sauvgarde, Schoonaarde, Sint-Amands-bij-Puurs, Sint-Katelijne-Waver, Stekene, Thisselt (West), Wachtebeke, Wilrijk, Zele.

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het Staatsblad zal worden geplaatst.

Gegeven te Oostende, op 25 Juli 1891.

LEOPOLD.

Namens den Koning :  
De Minister van Spoorwegen,  
Posterijen en Telegrafien,  
J. VANDENPEEREBOOM.

Wij, LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan alle tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 1 der wet van 25 Juli 1891, op de politie der spoorwegen, luidende aldus :

« De spoorwegen zijn ingedeeld in de groote wegenis. De standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën zijn ingedeeld in de kleine wegenis, behalve de uitzonderingen te bepalen bij Koninklijk Besluit. »

Willende bepalen, wat den Staatsspoorweg betreft, welke standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën, voorloopig dienen behouden te blijven onder de aanhoorigheden van dien spoorweg ;

Op voordracht van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

Hebben goedgevonden en verstaan :

Art. 1. De standplaatsen en de wegen van toegang tot de statiën, waarvan de opgave volgt, blijven voorloopig en tot nadere beslissing, deel uitmaken van het domein van den Staatsspoorweg waartoe zij behooren, te weten :

Acren, Adinkerke, Amougies, Angleur, Ansegem, Antoing, Antwerpen (Dam), Ardoye-Coolscamp, Assesse, Athus, Auvelois, Barry-Maulde, Barse, Basècles (Carrières), Beert-Bellingen, Bellem, Berchem (Antwerpen), Bergen, Bernissart, Bierset-Awans, Blaton, Bleyberg, Bloemendaal, Borgerhout, Borgworm, Boschvoorde, Boussu (Haine), Bouwel, Brussel (Rogierstraat), Brussel (West), Calmpthout, Capellen-op-den-Bosch, Capellen, Carnières, Chênée, Ciney, Comblain-la-Tour, Corbeek-Loo, Courrière, Croix-Rouge, Cronfestu, Cumptich, Dampremy, Deerlijk, Denée-Maredsous, Desselgem, Deurle, Dudzele, Eekeren, Eename, Eernegem, Eesen, Eghéze, Ensival, Ermeton-Furieux, Erwetegem, Esneux, Esschene-Lombeek, Etikhove, Etterbeek, Falisolle, Farcennes, Flawinne, Floreffé, Fontaine-l'Evêque, Forchies, Franière, Genappe, Gent (Zuid), Ghlin, Gingelom, Gouy-lez-Piéton, Grand-Leez, Grand-Metz, Grembergen, Groenendaal, Grupont, Halle, Hamendes, Handzame, Harelbeke, Havinnes, Havré-Ville, Heist, Herent, Herenthals, Herne-bij-Edingen, Herseaux, Hombeek, Ichtegem, Idgem, Jabbeke, Jauche, Jurbeke, Juslenville, Landegem, Landen, Langemark, Lauwe, Leuze-Longchamps, Le Vieux-Campinaire, Lichtaart, Lincent, Linkebeek, Lissewege, Lodelinsart (West), Londerzeel (Oost), Londerzeel (West), Longlier, Loth, Luik (Jonfosse), Machelen, Maffle, Malderen, Manage, Marche, Mariemont, Masnuy-Saint-Pierre, Mévergnies-Attre, Modave, Nèchin, Nessonvaux-Fraipont, Noirhat, Nijlen, Nijvel (Oost), Okegem, Oostkamp, Oostkerke, Oplinter, Oppuurs, Orp, Orroir, Otignies, Oudenaarde, Oudenburg, Pannenhuis, Petegem-bij-Oudenaarde, de Pinte, Pont-à-Celles (Noord), Pont-à-Celles (Zuid), Poulseur, Ramillies, Remicourt, Ressaix, Rhisnes, Rooborst, Roux, Santbergen, Schendelbeke, Silly, Sint-Denijs-Westrem, Sint-Ghislain, Snaaskerke, Spiere, Sterpenich, Thielen, Thulin, Tilff, Trazegnies, Turnhout, Yaux-sous-Chèvremont, Vedrin, Verviers, Veurne,

Viane, Vichte, Vorst (Zuid), Welkenraad, West-Rozebeke, Wichelen, Wielsbeke, Wijnendale, Zarren.

Art. 2. De wegen die uitsluitend gemaakt zijn voor den toegang tot de goederenperken, blijven voorloopig en tot nadere beslissing tot het domein van den Staatsspoorweg.

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien is belast met de uitvoering van dit Besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

Gegeven te Oostende, op 25 Juli 1891.

LEOPOLD.

Namens den Koning :  
De Minister van Spoorwegen,  
Posterijen en Telegrafien,  
J. VANDENPEEREBOOM.

MINISTERIE VAN LANDBOUW, NIJVERHEID EN OPENBARE WERKEN

BESTUUR VAN BRUGGEN EN WEGEN.

Wij, LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan alle tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 1 der wet van heden, houdende herziening der wet van 15 April 1843 op de politie der spoorwegen, luidende aldus :

« De spoorwegen zijn ingedeeld in de groote wegenis. De standplaatsen en de wegen van toegang tot de statiën zijn ingedeeld in de kleine wegenis, behalve de uitzonderingen te bepalen bij Koninklijk Besluit. »

Willende bepalen, wat de vergunde spoorwegen betreft, welke standplaatsen en wegen van toegang tot de statiën, voorloopig dienen behouden te blijven onder de aanhoorigheden dier spoorwegen;

Op voordracht van Onzen Minister van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken,

Hebben goedgevonden en verstaan :

Art. 1. De standplaatsen en de wegen van toegang tot de statiën, waarvan de opgave volgt, blijven voorloopig en tot nadere beslissing deel uitmaken van het spoorwegdomein waartoe zij behooren, te weten :

1° *Spoorwegen geëxploiteerd door het Beheer van den Grand-Central belge spoorweg* : Cortenbosch, Alken en Lanaken (baan Landen-Maastricht); Silenrieux (baan Charleroi-Vireux);

2° *Spoorwegen geëxploiteerd door de Maatschappij van den Noorderspoorweg* : Schaigneaux, Hoei, Flémalle-Grande en Jemeppe (baan Namen-Luik); Quévy (baan Bergen-Hautmont);

3° *Spoorweg van West-Vlaanderen* : Lichtervelde, Roeselare, Meenen, Komen en Ieperen (baan Brugge-Kortrijk-Ieperen); Thielt (baan Ingelmunster-Deinze);

4° *Luik-Limburger spoorweg* : Luik (Vivegnis), Herstal en Tongeren (baan Luik-Hasselt); Wijchmaal en Neerpelt (baan Hasselt-Eindhoven);

5° *Spoorweg Gent-Eekloo-Brugge* : Balgerhoeke, Maldegem en Steenbrugge;

6° *Spoorweg Antwerpen-Gent over Sint-Nikolaas* : Vlaamsch Hoofd, Beveren, Nieuwkerken, Beirvelde en Loochristi;

7° *Spoorweg Dendermonde-Sint-Nikolaas* : Sint-Nikolaas (West).

Art. 2. Onze Minister van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit Besluit.

Gegeven te Oostende, op 25 Juli 1891.

LEOPOLD.

Namens den Koning :  
De Minister van Landbouw,  
Nijverheid en Openbare Werken,  
LEON DE BRUYN.